



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Pourquoi-une-entente-si-necessaire-suscite-autant-d-oppositions>

Fusion Option nationale\Québec solidaire

Pourquoi une entente si nécessaire suscite autant d'oppositions ?

- Politique québécoise - Politique -



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Ce n'est un secret pour personne que le projet d'entente de fusion entre Québec solidaire et Option nationale présenté devant la presse le 5 octobre dernier, provoque à l'intérieur de QS de nombreuses levées de boucliers, en somme de multiples inquiétudes et récriminations.

Pourquoi un projet si nécessaire en vient à être si dénigré, et comment devrait-on, malgré tout, pouvoir lui donner notre feu vert, en trouvant les moyens de l'améliorer substantiellement dans les prochains mois ? Telles sont les deux questions auxquelles ce court article essaye de répondre.

Il faut en effet partir de ce constat : un refus de la part de QS à son congrès de décembre, d'entériner le projet d'entente de fusion avec ON apparaîtrait d'un point de vue politique global comme extrêmement dommageable. Tant d'ailleurs en ce qui concerne la propre trans-croissance de QS, qu'en ce qui concerne le développement d'une alternative politique de gauche capable de se faire entendre de manière chaque fois plus vivante et attrayante sur la scène politique du Québec.

Un refus qui serait extrêmement dommageable !

Ayant déjà refusé en mai dernier toute discussion avec le PQ, puis très maladroitement trébuché dans ses négociations avec Oui Québec, QS risquerait d'apparaître cette fois-ci pour ce qu'il n'est pas : un petit parti frileux et replié sur lui-même, incapable de prendre en compte les dynamiques complexes de la société dans laquelle il oeuvre et, au passage, de saisir les chances offertes par une conjoncture donnée pour y intervenir avec audace et habileté en devenant cet acteur politique incontournable qu'il a toujours souhaité être. À une époque où la gauche sociale ou indépendantiste est partout sur la défensive, fragmentée en de multiples sensibilités peinant à se rejoindre, il semble vital – sous peine de stagner ou de décliner inexorablement – de saisir toutes les occasions permettant de regrouper des forces et de leur donner cette cohérence collective qui leur manque tant encore. Et ceci même si, au fond, Option nationale reste un petit parti en difficulté, car cette fusion ne l'oublions pas, revêt d'abord et avant tout une dimension symbolique, néanmoins suffisamment importante pour comprendre qu'il y a là une chance à saisir qu'on ne peut pas manquer.

Une entente sur la forme plus que sur le fond

Mais poser ce constat, ne veut pas pour autant dire qu'on ne doit pas être sensible aux nombreuses interrogations soulevées par l'entente telle qu'elle a été rendue publique par Gabriel Nadeau Dubois, Sol Zanetti et Manon Massé. En effet, ce qui ressort – au-delà de la grande diversité des inquiétudes exprimées – c'est le fait que ce projet d'entente de fusion ait été ficelé d'en haut, sans que la base ait pu en suivre les avancées à travers des rapports d'étapes, en comprendre les enjeux de fond, s'y préparer collectivement, en somme sans tenir compte des manières de faire et de la culture démocratique de QS. Ne serait-ce que parce qu'on a considéré qu'une question de cette importance pourrait être définitivement tranchée en seulement... une heure et demie au prochain congrès. En somme à l'arraché et à toute vapeur !

Bien sûr – on en conviendra aisément – toute entente conduit à des compromis et dépend des contraintes comme des exigences des interlocuteurs qu'on a en face de soi. Mais à y regarder de près, ce n'est pas tant l'ampleur des concessions acceptées par QS qui fait problème, mais bien plutôt le fait que cette fusion parait à beaucoup avoir été concoctée dans l'urgence, sous forme d'un "package deal" à prendre ou à laisser dont on ne peut discuter ou même comprendre tous les tenants et aboutissants.

Pourquoi une entente si nécessaire suscite autant d'oppositions ?

Un « package deal » qui porte d'ailleurs beaucoup plus sur la forme que sur le fond (même *Infoman* de Jean René Dufort a su bien le faire apercevoir !). Mettant d'abord l'accent sur des questions très pragmatiques d'argent, de postes, de candidatures aux prochaines élections, et pas du tout sur les questions de fond, les nouveaux discours et modes d'intervention qu'il reste à élaborer — aussi bien du côté de QS que d'Option nationale — quant à la conception commune et partagée qu'on pourrait avoir ensemble de la lutte pour une indépendance pensée à travers le prisme de préoccupations sociales.

Les négociateurs de QS n'ont pas réussi à imposer l'idée de passer par une phase préalable d'actions communes préparatoires qu'on aurait pu mener ensemble (campagnes, conférences de presse, mobilisations, campagnes électorales, etc.), afin de mieux se connaître et s'approprier, apprendre à travailler ensemble. On a aussi laissé de côté toute réflexion en profondeur sur le sens d'une fusion menée autour de la question de l'indépendance, faisant cependant de la constituante avec mandat indépendantiste, un préalable formel. En annonçant même, que si l'entente n'est pas acceptée, QS reviendrait à sa position initiale. Alors qu'il aurait dû y avoir, au sein de QS, tout un débat interne — au bénéfice d'ailleurs autant de Québec solidaire que d'Option nationale — sur la portée exacte d'une telle exigence, sur les problèmes concrets qu'elle pose, sur les enrichissements ou (appauvrissements ?) dont elle ouvre la possibilité, etc. Car après tout, la constituante de QS, même avec mandat indépendantiste, n'a rien à voir avec la constituante imaginée initialement par ON !

Sauver une indispensable entente

En fait, on a oublié, dans cette entente, le fait qu'une fusion, est un long processus dont on ne peut pas se débarrasser en deux temps trois mouvements. Et que le défi reste toujours — on l'a déjà expérimenté lors de la fusion entre Option citoyenne et l'UFP à propos de l'indépendance — d'arrimer en profondeur des cultures politiques souvent très différentes.

En ce sens, il serait urgent que l'on pense en haut lieu à un plan B, ou peut-être plutôt à une **série de mesures additionnelles** qu'on voterait au congrès de décembre et qui permettraient de sauver cette indispensable entente, en lui apportant enfin ce qui lui manque, lui redonnant la large légitimité qu'elle mérite. Notamment en insistant sur les étapes nécessaires à travers lesquelles doit passer tout processus de fusion, puis en reconnaissant le bien fondé de certaines critiques soulevées dans le parti et en cherchant à les corriger par des mesures d'ordre démocratique qu'on prendrait au cours des prochains mois. Par exemple, en permettant — par le biais d'un congrès spécial portant sur ces questions et préparé à travers un débat irriguant tout le parti — d'approfondir puis de confirmer ou d'infirmer certaines orientations contenues dans l'entente dont on n'a pas nécessairement apprécié toute la portée. En particulier à propos de certains éléments des programmes économiques respectifs d'ON (sur le libre-échange par exemple ?) et de QS. Ou encore à propos de la manière de lutter contre les dérives identitaires si préoccupantes aujourd'hui. Ou aussi à propos des vertus d'une assemblée constituante participative. Ou peut-être à propos des arguments défendus par ON dans « son livre qui fait dire oui » à l'indépendance. De quoi parvenir à effectuer un saut qualitatif dans notre compréhension commune de ce qu'il en est de la question nationale en 2017-2018 !

N'est-ce pas ainsi qu'on rendra non seulement possible cette entente si nécessaire, mais qu'on lui conférera toute la légitimité et force mobilisatrice qu'elle devrait et pourrait revêtir ?

Pierre Mouterde